



Association reconnue d'intérêt général

Lettre de liaison entre les Citoyens et le Politique, pour une Politique juste et efficace mise délibérément au service de l'Homme, à commencer par le plus démuné.

N° 50 Novembre 2014 - 2,30 euros

2030 : faisons un rêve

« *Le monde est dangereux à vivre non pas à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui laissent faire* ». Albert Einstein

Avec d'autres mots, la vieille légende africaine du colibri¹, porte le même message.

Un jour, dit cette légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux, terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : « *Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu !* »

Et le colibri lui répondit : « Je le sais, mais je fais ma part. »

Message résumé par Stephan Hessel : « indignez-vous ».

Si nos démocraties représentatives nous offrent quotidiennement un spectacle pitoyable,

doublé d'une impuissance incroyable à remettre l'économie mondiale au service des Hommes, c'est de notre faute, car nous laissons faire.

Or, la réponse ne viendra que des citoyens. A chacun d'entre nous de faire sa part, en fonction de ses talents, de ses goûts, de son enthousiasme, de ses connaissances et bien sûr du temps dont il dispose.

Le chemin est tracé. Partout dans le monde des centaines de millions de citoyens et d'associations (petites ou de taille mondiales), agissent pour améliorer les choses, soulager les plus pauvres, préserver l'environnement, construire un monde plus viable, trouver des solutions, sortir de l'individualisme exacerbé etc.

Il faut amplifier ce mouvement. C'est majeur. S'il n'y a pas une vague de fond citoyenne, porteuse des grandes lignes d'un projet global, c'est la civilisation qui tombera.

Or, le phénomène est probablement enclenché.

Bertrand de Kermel
Président

¹ Cette légende à été fortement médiatisée depuis des décennies par Pierre Rhabi, le créateur du mouvement « Colibris », dont nous avons déjà parlé dans ces colonnes.

Le phénomène est probablement enclenché ? Vraiment ?

Chacun peut avoir son opinion sur le sujet. Néanmoins, les éléments et les chiffres sont là, implacables. En voici quelques uns.

1 - A Davos, temple de la nouvelle religion dite du Dieu Argent (Pape François), on n'est pas loin de la panique. Voici, dans l'ordre, les 10 défis à relever selon la dernière enquête annuelle effectuée par les organisateurs du forum mondial de Davos auprès d'un panel de 1 800 experts du monde entier.

1. **Augmentation des inégalités de revenus**
2. **Croissance constante du chômage**
3. Manque de leadership
4. Augmentation de la concurrence géostratégique
5. Affaiblissement de la démocratie représentative
6. Augmentation de la pollution dans le monde en voie de développement
7. Augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes
8. Intensification du nationalisme
9. Augmentation de la pénurie en eau
10. Importance accrue de la santé pour l'économie

2 – La panique ? Vraiment ? Ce n'est pas ce que disent le Dow Jones et le CAC 40.

Peut-être, mais ces 10 défis **s'inscrivent dans un constat terrible**, présenté avec gravité, le 20 janvier 2014 dans le journal LES ECHOS, par le Président du Forum de Davos, dans l'indifférence générale : « **La gestion de la mondialisation est un échec collectif, échec qui s'est construit pas à pas au cours des décennies qui viennent de s'écouler** ».

3 – Ajoutons que l'égalité devant l'impôt, qui est l'un des fondements de notre République, est trop souvent piétinée.

« Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable. Elle doit être également répartie entre tous les Citoyens, en raison de leurs

facultés », nous rappelle l'article 13 de la déclaration des droits de l'Homme. (Préambule de notre Constitution).

Quelle est la réalité aujourd'hui ? Une formidable évasion fiscale mondiale, qui coûte chaque année, dans la seule Europe, selon les chiffres de la Commission européenne **1.000 milliards €** aux 28 pays membres (**pour un PIB de 12.900 milliards € !**) En dix ans, cette évasion aura donc coûté aux 28 **dix mille milliards d'euros, soit 80 % de leur PIB annuel !** Cela nous mène droit à la faillite. **Pour la France la perte annuelle est 6,7 % du PIB.**

Il est vrai que, même chez nous, en France, on trouve des «arrangements» avec les grands principes. Lors de l'émission « mots croisés », sur France 2, le lundi 3 juin 2013, Henri Guaino n'a t-il pas déclaré : «*Toutes les fortunes de France négocient leurs impôts, vous le savez parfaitement*» ?

De tels déséquilibres mettent forcément en cause toutes les démocraties (par ailleurs surendettées), car ils illustrent tout simplement la confiscation du pouvoir politique par des acteurs non élus mais très puissants. Cela mine la cohésion de la société.

4 – Sans que la liste soit exhaustive, ajoutons à ce tableau :

- la banalisation de la pauvreté qui fait maintenant partie du paysage,
- l'immense difficulté pour les parents et l'école à transmettre des savoirs et des repères (du reste, quels repères ?),
- **la corruption** qui prend des proportions dangereuses partout sur la planète dont la France,
- l'attitude étonnante des électeurs qui réélisent allègrement des Hommes politiques corrompus,
- l'absence de définition **des biens communs aux Hommes** et le désintérêt politique sur ce sujet, alors que c'est un point clé pour l'avenir,
- l'individualisme parfois élevé au rang de vertu,
- La déliquescence complète des partis politiques dont leurs responsables admettent qu'ils sont au bord de l'implosion !
- etc

Si le phénomène est bel et bien enclenché, peut-on éviter la catastrophe ?

Selon nous, la réponse c'est oui. En revanche, comme pour le climat, il est urgentissime d'agir. Avant cela, répondons à une question que vous vous posez peut-être :

Le Comité Pauvreté et Politique est-il légitime pour aller sur ce terrain ?

La réponse est oui. C'est même sa mission.

Le jour de la création du Comité, Jacques Froget, son fondateur a tracé le fil rouge qui devait inspirer son action : « **Pour une politique juste et équitable, mise délibérément au service de l'Homme, à commencer par le plus démuné** ». Ce fil rouge n'a pas varié depuis 1994. Il figure sur tous nos documents.

Or, selon les plus grands acteurs économiques mondiaux, les deux défis planétaires les plus redoutables à relever sont les suivants :

1. **Augmentation des inégalités de revenus**
2. **Croissance constante du chômage**

Deux causes majeures de la pauvreté, qui interagissent entre elles.

Pour la France, les statistiques montrent qu'entre 2008 et 2011, les plus pauvres ont perdu 400 euros de pouvoir d'achat, quand les 10 % les plus riches ont vu leurs revenus augmenter de 1.800 euros². Pour les classes les plus pauvres, la perte est essentiellement due au chômage.

C'est donc avéré, les inégalités se développent aujourd'hui simultanément par l'enrichissement des plus riches et la baisse des revenus des plus pauvres.

Alors qu'autrefois elles étaient un moteur de l'ascenseur social (les parents faisaient d'énormes sacrifices pour que leurs enfants accèdent à

l'instruction, et ainsi s'élevèrent par leurs mérites dans l'échelle sociale), les inégalités jouent maintenant un rôle inverse. Les plus grandes entreprises mondiales le savent et tirent la sonnette d'alarme.

Klaus Schwab, le Président du Forum de Davos cité page précédente ne s'y est pas trompé lorsqu'il déclarait dans sa chronique de janvier 2014 que la « **situation des 75 millions de jeunes sans emploi dans le monde fait partie des risques de déflagration à court terme** » !

S'attaquer aux racines de la pauvreté, implique donc de s'intéresser à tous ces sujets (auxquels il faut ajouter de nombreux autres thèmes sociétaux et environnementaux).

Concrètement qui doit agir ?

Cette question nous ramène à l'éditorial. Qui doit agir ? Réponse : **Les citoyens.**

- directement pour les problèmes de leur niveau (ils sont très nombreux),
- par l'intermédiaire de leurs représentants élus pour les problèmes qui relèvent des élus.

Attention ! Cette opinion n'est pas unanime.

Klaus Schwab, déjà cité, voit les choses autrement. Le titre de sa chronique de janvier 2014 (voir pages 7 et 8) est édifiant. « **Votre mission sera de réorganiser le monde** ». Cette chronique, publiée à l'ouverture de la session 2014 du Forum de Davos, s'adressait aux congressistes, c'est-à-dire aux multinationales participantes.

Aucun responsable politique n'a réagi, comme s'il était acquis depuis longtemps la construction juridique et politique du cadre de la mondialisation relevait des milieux économiques et financiers !

Non seulement une telle sous-traitance est inconcevable dans une démocratie, mais encore cette sous-traitance ne peut mener nulle part, en raison du fonctionnement même des marchés.

² Source Alternatives Economiques hors série octobre 2014

En voici la démonstration en quatre points.

1 - Imaginons que le Président d'une multinationale A, lucide et porteur d'éthique (ils sont plus nombreux qu'on le pense) décide de renoncer à l'évasion fiscale, ainsi qu'aux paradis fiscaux, et impose aux filiales de son groupe d'acquiescer désormais en toute bonne foi, les impôts dûs, là où les bénéfices sont réalisés.

Les profits du groupe seront sérieusement écornés. La sanction boursière arrivera très vite. Le PDG sera rapidement remercié.

Même analyse s'il décide d'appliquer à toutes les sociétés du groupe les «convention» de l'Organisation Internationale du travail là où elles ne sont pas obligatoires, ou encore de prendre en compte les questions environnementales pour « faire sa part » de la résolution du problème écologique.

2 - En revanche, si ces règles s'appliquent à toutes les entreprises, les coûts seront les mêmes pour tous, chacun sera dans la même situation au niveau de la concurrence et il n'y aura plus de problème.

En résumé, sur un marché donné, une entreprise ne peut pas lutter seule contre les dumpings. Elle ne peut que pratiquer le même dumping, pour rester dans la course.

C'est ce que Georges Soros écrivait dans son livre « l'intégrisme des marchés » : *«...Comme intervenant anonyme sur les marchés financiers, je n'ai jamais eu à peser les conséquences sociales de mes actes. En certaines circonstances, j'étais conscient que leurs retombées pouvaient être néfastes, mais je ne m'en préoccupais guère, puisque j'agissais dans le respect des règles. Si je m'étais imposé des contraintes supplémentaires, j'aurais fini par perdre. Je savais que mes scrupules ne changeraient rien au monde réel, étant donné les conditions de concurrence efficace ou presque parfaite qui règnent sur les places financières».*

Dit autrement pour être bien compris : **si je donne des coups de canif dans les règles pures et dures du marché au nom de considérations sociales ou environnementales, je serai éjecté du marché.**

3 - C'est donc aux politiques et à eux seuls de fixer le cadre de la mondialisation et plus généralement les règles de fonctionnement des marchés, en prenant bien sûr l'avis préalable de toutes les parties prenantes.

4 - Pourquoi les politiques sont-ils quasiment paralysés face à ces problèmes ?

L'une des raisons est à nos yeux la suivante. Les plus grandes entreprises mondiales ont réussi un tour de passe-passe extraordinaire qui a eu pour effet de mettre à genoux les démocraties souveraines, notamment au sein de l'Europe.

Après avoir racheté leurs concurrents, certaines d'entre elles ont réussi à s'organiser dans certains secteurs en oligopoles mondiales (4 ou 5 acteurs) qui s'entendent sur les prix et évitent soigneusement de se faire concurrence. Devenues extrêmement riches et puissantes, **elles sont parvenues à placer les Etats en concurrence parfaite, en pratiquant le chantage aux délocalisations, et en exigeant des conditions favorables pour s'implanter dans tel ou tel pays.**

Cette concurrence les enrichit car elles obtiennent des conditions très avantageuses, mais appauvrissent les Etats qui sont contraints de tailler dans leurs budgets et de démanteler leurs régimes sociaux, **pour gagner la course « au plus offrant » qu'ils se livrent entre eux de façon pathétique, au sein même de l'Europe.** D'où les inégalités qui se creusent à la fois par le haut et par le bas.

C'est le monde à l'envers. La perversion totale du système économique. Des entreprises qui se sont affranchies de la concurrence, et des Etats en concurrence parfaite ! La facture est payée par les citoyens.

Voilà le tout premier problème à régler.

Comment les politiques peuvent-ils reprendre la main ?

A court terme, la balle est dans le camp du Président de la République. En janvier 2015, va se dérouler un exercice symbolique et majeur pour l'avenir. Il en sera le principal acteur.

Le Président va probablement se rendre à Davos en janvier 2015. Voici comment il voit son intervention :

"Si je prenais cette décision ce serait pour promouvoir la France, développer l'attractivité, faire qu'il y ait plus d'investissements, que tous les grands dirigeants du monde regardent la France comme un pays qui est en train de faire des réformes", a-t-il affirmé à la télévision publique suisse. "

Cette attitude reflète parfaitement la situation que nous décrivons : se « vendre » comme un fournisseur à un distributeur. A nos yeux, son discours devrait être exactement inverse.

En substance, il pourrait grosso modo ressembler à ce qui suit :

*« Monsieur Klaus Schwab, il y a un an, vous exprimant au nom de toutes les entreprises ici présentes, vous avez publié dans la presse une chronique fondamentale. Vous avez déclaré et démontré que la gestion de la mondialisation était un échec collectif, que la montée des périls était grande, et qualifié la situation des 75 millions de jeunes sans emplois dans le monde de « **poudrière** ». Vous aviez raison.*

En novembre dernier, votre Forum a rendu public un rapport issu du travail de 1.800 experts internationaux. Ce rapport identifie 10 défis majeurs à relever en 2015. Chacun de ces défis est de la plus haute importance pour la cohésion sociale de toute la planète.

Tel est le bilan. Reste à en tirer les conséquences.

*Depuis fort longtemps, et au-delà de toutes nos alternances politiques, la France dispose d'une doctrine sur la mondialisation et les aménagements à y apporter. **Je vais y revenir dans quelques instants.***

Avant cela, je veux m'adresser à vous tous, qui créez la majeure partie de la richesse mondiale, faites vivre de très nombreux citoyens, et vivez la globalisation quotidiennement dans tous ses aspects. Votre expérience est indispensable.

Aussi, je suis venu ici vous demander de rendre publiques dans les mois qui viennent, vos idées, vos suggestions et vos propositions pour relever les deux premiers défis parmi les dix identifiés ans le rapport, à **savoir l'augmentation des inégalités de revenus, et la croissance constante du chômage.**

Vous le savez, selon l'OIT et la Banque mondiale, 600 millions d'emplois sont à créer dans le monde d'ici 2020 – 2030, le tout dans un contexte où les nouvelles technologies vont bouleverser le marché du travail dans tous les pays. Quant aux inégalités, elles nous obligent à une réflexion notamment sur le partage de la richesse produite, la fiscalité et les paradis fiscaux.

Vous n'êtes pas les seuls, mais vous avez votre part de responsabilité dans les dysfonctionnements actuels de la mondialisation. Nous avons le devoir de transformer cet échec en réussite. Et vite !

Le fil rouge qui doit tous nous guider a été défini au Sommet Mondial de Johannesburg en 2002 : il s'agit de promouvoir simultanément les trois piliers du développement durable, à savoir l'économie, et les volets sociétal et environnemental, dont le climat.

Bien sûr, votre rapport devrait décrire les hypothèses sur lesquelles vos scénarios sont bâtis, évaluer les résultats espérés, et suggérer un calendrier réaliste.

S'il nous appartient à nous chefs d'Etats, représentants des peuples souverains, de négocier et signer les accords internationaux nécessaires pour fixer les règles d'une économie mondiale au service des Hommes, dans le cadre d'une concurrence libre et non faussée, vos conseils et avis sont absolument indispensables à la réussite de ces négociations, comme ceux des parlementaires, de la société civile, des syndicats, des ONG.

Telle doit être, à mes yeux la priorité 2015 de tous les responsables dans tous les secteurs.

.....etc*suite du discours sur les positions françaises concernant la mondialisation »*

Pourquoi cette proposition ? Parce que Davos n'est pas le lieu où parler de la France. C'est un lieu de réflexion et d'échange consacré à la mondialisation.

2030 : faisons un rêve

Venons-en maintenant à notre livre, intitulé : « **2030 : faisons un rêve** » et sous-titré : « **Comment les citoyens ont repris en main leur avenir** ». ³

Il est notre réponse à l'éditorial de la première page : ne pas laisser faire, faire notre part et nous indigner pour mieux construire l'avenir.

Il concerne l'immense majorité des citoyens, parce qu'il répond aux questions que tout le monde se pose « Que nous prépare l'avenir ? Nos enfants doivent-ils s'attendre au pire ? Peut-on éviter un scénario noir ? »

Pour cela :

1 - Il propose pour 2030 un objectif clair qui manque cruellement dans le discours politique d'aujourd'hui.

2- Il permet au lecteur de visualiser l'avenir qui est proposé, puisqu'il est censé être écrit en 2030. Le lecteur voit concrètement le résultat, une fois toutes les réformes achevées. Une approche très ludique.

3 – Il montre à son lecteur comment les réformes engagées entre 2010 et 2030 dans trois grandes directions ont permis d'atteindre l'objectif. Il s'agissait de :

1. **Remettre la démocratie d'aplomb.**
2. **Définir un modèle économique** capable de sortir du court termisme et des dérives actuelles pour promouvoir le développement durable.
3. **Développer le bien vivre ensemble**, et assurer l'égalité des chances entre les citoyens.

³ C'est en outre un excellent cadeau de Noël, car sa lecture est ludique. Il est censé être écrit en 2030 ; il décrit une société apaisée, au sein de laquelle il fait bon vivre et explique comment il a été possible de réaliser ce progrès. Il fait rêver.

Tout découle de ces trois directions à emprunter.

Quelques thèmes.

- **La recherche d'un nouveau modèle économique pour le XXIème siècle.** Nous le décrivons longuement dans le livre, sachant qu'il est inscrit dans le traité sur l'Union Européenne (article 3). Le capitalisme actuel ne répond pas aux besoins des Hommes d'aujourd'hui, comme l'ont montré les 8 émissions d'ARTE sur ce thème en octobre 2014. C'est une des bases sur laquelle est construit notre essai.
- **La corruption, la fraude et les conflits d'intérêts.** Chaque semaine nous apporte son lot de scandales qui affaiblissent la République. Nous consacrons une large place à la corruption, aux fraudes (fiscales notamment) et aux conflits d'intérêts. Nous proposons de solutions pour rendre l'honnêteté « payante » et la corruption « perdante ». Ce n'est pas le cas aujourd'hui.
- **La transmission des savoirs et des repères.** L'école est régulièrement mise en cause. Nous abordons le sujet de la transmission des savoirs et des repères, sur la base des réflexions d'un directeur de recherche du CNRS. Le travail de ce chercheur nous semble fondamental pour comprendre les difficultés actuelles.
- **L'individualisme et l'altruisme.** Il est légitime de défendre son intérêt bien compris. En revanche, l'individualisme exacerbé est incompatible avec une société apaisée dans laquelle il fait bon vivre. Nous expliquons comment on peut remettre de l'altruisme dans notre façon de vivre, en nous appuyant notamment sur les travaux du moine bouddhiste Matthieu Ricard.
- **L'Europe et la mondialisation.** Nous consacrons beaucoup de place à l'Europe et à la mondialisation, car elles touchent notre quotidien (en tant que travailleurs, en tant que consommateurs et en tant que citoyens).

Nous proposons les inflexions indispensables pour reconstruire une mondialisation qui bénéficiera au plus grand nombre.

- Etc. Bien d'autres thèmes sont abordés

4 – Enfin ce livre montre comment les citoyens ont procédé pour parvenir à ce résultat en 2030. (Voir le chapitre : « mais comment ont-ils fait ? »)

Tout cela n'a d'intérêt que si ce livre est lu par le plus grand nombre, et qu'il suscite réflexions, approbations, critiques et contre propositions. Il ne s'agit pas de faire du « buzz », mais de créer autour de ce livre un mouvement de réflexion qui incitera à aller plus loin, à considérer d'autres points de vues.

Bref à faire de la politique avec un grand « P ».

Encore une fois, ne rien faire, assister à tout ce qui se passe sans broncher, en croyant qu'il suffit de voter puis de laisser les élus se débrouiller, c'est à coup sûr accepter que des acteurs illégitimes deviennent nos Maîtres.

Le phénomène est enclenché. Tout le monde le voit.

POINTS DE VUE

IDÉES [POINTS DE VUE](#)

de Klaus Schwab

Par [Les Echos](#) | 20/01 | 06:00

VOTRE MISSION SERA DE REORGANISER LE MONDE

Seattle, Prague, Gênes, Melbourne. Il y a dix ans, ces villes étaient le théâtre de violentes manifestations, toutes dirigées contre un ennemi nébuleux : la globalisation. Qu'il s'agisse de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale ou encore de notre propre World Economic Forum, les organisations visées étaient de haut niveau. Au cours de ces réunions, si la condamnation de la violence était unanime, les opinions exprimées à l'égard des griefs formulés par les manifestants l'étaient moins.

Si chacun comprenait que nous étions face à un monde en devenir, de plus en plus interconnecté, l'on sentait bien qu'il serait également plus inégalitaire et plus instable. Et personne n'était vraiment au clair sur la façon de répondre à cette double évolution. En conséquence, le type de gouvernance réclamé par cette nouvelle complexité du monde est resté une question largement éludée. Nous payons aujourd'hui le prix de cette indécision et de cette désunion. Ces dernières années, nos réunions de Davos ont souvent été dominées par les crises en lien avec la globalisation.

Qu'il s'agisse de la crise financière mondiale, des révolutions arabes ou du risque de disparition de l'euro, les leaders du monde arrivaient au Forum avec un agenda prioritaire et un mode de réponse censé être adapté aux problèmes du moment.

Aujourd'hui, la situation est différente. Le conflit au Moyen-Orient, celui qui menace dans la mer de Chine, l'attitude de la Fed quant au calendrier fixé pour la sortie progressive de sa politique monétaire accommodante ou encore la poudrière que représentent **les 75 millions de jeunes sans emploi dans le monde** sont autant de risques de déflagration à court terme et tout indique que ce type de menace ne fait que croître.

J'estime que cette situation est le résultat d'un échec collectif face à la façon de gérer les conséquences de la mondialisation. Un échec qui s'est construit pas à pas au cours des dizaines d'années qui viennent de s'écouler. **Au fond, le message délivré par les militants antimondialisation au tournant du siècle dernier était juste.** Notre système international de gouvernance n'est plus adapté face à un monde qui change à une allure si rapide. Il est à l'évidence inadapté face à la complexité des bouleversements qui sont à l'œuvre.

Depuis la fin du siècle dernier, la mondialisation a aidé des centaines de millions d'êtres humains à sortir de la

53 grand Rue – 60540 PUISEUX LE HAUBERGER – Tél/fax : 03 44 26 56 07

Site internet : www.pauvrete-politique.com

e-mail : pauvrete.politique@9online.fr

pauvreté. Durant la même période, la plupart de ces personnes sont devenues des consommateurs de l'économie globale, se regroupant dans de nouvelles zones urbaines avec un besoin toujours croissant d'infrastructures et de ressources. Un véritable défi lancé à nos capacités logistiques et managériales.

Les émissions de gaz à effet de serre ont poursuivi de façon ininterrompue la trajectoire ascendante, alors que, dans le même temps, les efforts de la communauté internationale pour répondre à cette terrible tragédie se sont soldés par des échecs.

Les **marchés financiers** ont montré à quel point les risques mal identifiés qu'ils recèlent et l'absence de réponse coordonnée à ces dangers potentiels ont un impact catastrophique pour l'ensemble du monde.

Dans le même temps, la formidable accélération de la technologie est en passe de changer tout ce qui touche à notre vie quotidienne. La façon dont les Etats ou les entreprises utilisent ces nouvelles technologies change aussi radicalement notre conception même de la vie privée. Chacun de ces exemples montre clairement la double nature de notre monde moderne, sa face brillante comme sa face sombre.

L'absence de crise immédiate à gérer doit conduire les dirigeants participant cette semaine au Forum de Davos à s'interroger sur le long terme. Le thème de notre réunion, la réorganisation du monde, doit les aider à prendre la mesure des révolutions à l'œuvre et à trouver les réponses aux tremblements de terre qui nous attendent. Il est temps de dépasser la question des risques à court terme. Notre rôle est de faire en sorte que, dans les années qui viennent, les opportunités offertes par la mondialisation continuent à l'emporter sur les risques qu'elle représente.

Klaus Schwab

Klaus Schwab est fondateur et président exécutif du World Economic Forum

2030 : faisons un rêve.

Comment les citoyens ont repris en main leur avenir.

Informations pratiques pour vos cadeaux de Noël

Auteur du livre : Le Conseil d'Administration du Comité Pauvreté et Politique

Editeur : Edilivre (www.edilivre.com)

Prix (sous forme papier) 17 €

Prix (format numérique) 10,20 €

Pour commander :

1. **Votre librairie habituelle**
2. http://www.edilivre.com/2030-faisons-un-reve-comite-pauvrete-et-politique.html#.U7PX_PI_vWQ
3. **iBooks d'Apple, Kindle Store d'Amazon, Kobo by Fnac, Bookeen, Chapitre.com, Nolim, Feedbooks.**

Pour lire un extrait copiez ce lien :

<http://www.edilivre.com/frontwidge/preview/vider/id/553012/>

La lettre du Comité Pauvreté et Politique

53 grande rue 60540 Puisseux le Hauberges

Directeur de la publication : B de Kermel

Rédacteur en chef : Gabriel Vialy

Code APE 913 – B

N° siret : 408 211 869 00014 – ISSN : 1277-49

53 grand Rue – 60540 PUISEUX LE HAUBERGER – Tél/fax : 03 44 26 56 07

Site internet : www.pauvrete-politique.com

e-mail : pauvrete.politique@9online.fr

